



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Dist.  
GENERALE  
A/4082/Add.1  
21 janvier 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RESUME ET  
ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ALINEA e DE  
L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Territoires de l'Afrique orientale

UGANDA<sup>1/</sup>

---

<sup>1/</sup> Conformément à la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, le présent résumé est également transmis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)

Tiret (-)

Barre oblique (1948/1949)

Trait d'union (1948-1949)

Pas de renseignements

Importance nulle ou négligeable

Campagne agricole ou exercice financier

Moyenne annuelle

/...

UGANDA  
GENERALITES

Le protectorat de l'Ouganda est situé de part et d'autre de l'équateur, dans la partie orientale du continent africain. Sa superficie totale est de 93.981 milles carrés (243.410 kilomètres carrés), dont 13.689 milles carrés (35.454 kilomètres carrés) d'eau, constitués notamment par la moitié nord du lac Victoria. Le protectorat est divisé en quatre provinces : les provinces orientale, occidentale et septentrionale et le Royaume du Bouganda. Le chef-lieu administratif est Entebbe.

	<u>Population</u>	1953	1957
	Recensement de 1948	(Estimations au milieu de l'année) (En milliers)	
Africains	4.917.555	5.286,0	5.610,0
Indiens et Goans	35.215	47,4	56,6
Arabes	1.475	1,8	2,0
Européens	3.448	6,6	9,0
Divers	827	1,1	1,3
	4.958.520	5.342,9	5.678,9

La population de Kampala, qui est le principal centre commercial, atteignait près de 43.000 habitants en 1957, contre 22.000 en 1948; la population de Jinja, principal centre industriel, est passée de 8.400 habitants en 1948 à plus de 19.000 en 1958.

L'enregistrement des naissances et des décès n'est pas encore généralisé dans le territoire et l'on ne possède pas de données dignes de foi dans ce domaine.

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'Ouganda est un pays essentiellement agricole; son économie repose sur la production de denrées agricoles marchandes, notamment du coton, du café et du tabac. L'élevage du bétail est relativement développé dans les districts de l'est et du nord et la pêche beaucoup pratiquée.

/...

Bien qu'il soit admis que l'économie du territoire doit reposer surtout sur l'agriculture, le gouvernement du protectorat a également pour politique de favoriser le développement de l'industrie. Son programme de base a pour objet de parer au manque de combustibles en développant la production d'énergie électrique, de mettre en valeur les gisements de cuivre de l'ouest et de prolonger à cette fin la voie ferrée, de créer une industrie du ciment, une industrie chimique et une industrie des engrais et d'encourager la création d'industries légères secondaires.

L'expansion économique de l'Ouganda est reflétée par l'accroissement du chiffre du revenu national, qui est passé de 71.600.000 livres en 1950 à 122.700.000 livres en 1957<sup>2/</sup>. Cette expansion a marqué un temps d'arrêt en 1956, dû surtout à la diminution du produit des exportations, qui a suivi la baisse des cours mondiaux des principaux produits exportés par le territoire. Le revenu que les agriculteurs africains tirent de leurs principales cultures marchandes a suivi l'évolution de l'ensemble de l'économie; il est passé de 10.500.000 livres en 1950 à 19 millions de livres en 1953 et à 29 millions de livres en 1955. Après avoir diminué de 6 millions de livres en 1956, il s'est partiellement relevé en 1957 et a atteint 26 millions de livres.

Le développement industriel a trouvé un reflet dans les chiffres des importations d'outillage industriel et de métaux communs, dont la valeur est passée d'environ un million de livres en 1947 à environ 6 millions en 1957. Le revenu des entreprises privées est passé de 5.900.000 livres en 1950 à 8.700.000 livres en 1957 (10.700.000 livres en 1955); le nombre des sociétés enregistrées est passé de 633 en 1947 à 1.743 en 1956.

La valeur totale des importations est passée de 7 millions de livres en 1947 à 29 millions en 1957; la valeur des exportations - surtout coton et café - est passée de 11.400.000 livres en 1947 à 45.900.000 livres en 1957.

Dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, le développement économique de l'Ouganda a reposé sur un plan de développement publié en 1947 et révisé en 1948. Ce plan était un programme financier d'ensemble, qui couvrait

---

<sup>2/</sup> L'unité monétaire de l'Ouganda est le shilling de l'Est-Africain, qui se divise en 100 cents; 20 shillings valent une livre sterling ou 2,80 dollars des Etats-Unis.

à la fois les dépenses courantes et les dépenses proprement dites de développement, et portait sur un montant total de 62.700.000 livres pour la période 1947-1956. Par suite de l'augmentation des recettes fiscales et de la dépréciation de la monnaie, les dépenses ont dépassé en fait de beaucoup le montant prévu au moment où le plan avait été établi. En 1953 par exemple, les dépenses ont dépassé 18 millions de livres alors que les dépenses prévues à l'origine s'élevaient à un peu moins de 6.500.000 livres. En 1954, on a élaboré un plan quinquennal d'investissements pour la période 1955-1960, en prévoyant un montant de dépenses de 30 millions de livres, qui a été porté à 34 millions lorsque le plan a été révisé en 1957. Le plan quinquennal prévoit également que les établissements publics effectueront pour leur part des investissements d'un montant total de 17 millions de livres.

#### REGIME FONCIER, AGRICULTURE ET ELEVAGE

La superficie des terres appartenant aux non-Africains est inférieure à 500 milles carrés, dont 176 milles carrés seulement représentent des terres aliénées par la Couronne. Le reste de cette superficie, soit 324 milles carrés, est constitué par des terres achetées aux Africains par des non-Africains à la suite de l'Uganda Agreement de 1900 et avant la promulgation, en 1906, d'une législation aux termes de laquelle de tels transferts de terres ne peuvent avoir lieu sans l'assentiment du Gouverneur.

L'aliénation de terres de la Couronne au bénéfice de non-Africains a presque entièrement cessé pendant la période considérée. En 1950, la politique agraire du gouvernement a été exposée dans une déclaration officielle. Aux termes de cette déclaration, les terres doivent être administrées pour l'usage et dans l'intérêt de la population africaine; elles ne doivent être aliénées au bénéfice de non-Africains que lorsqu'il s'agit d'entreprises agricoles et industrielles dont l'activité contribue à l'amélioration du bien-être économique et social de la population; chaque fois que le gouvernement voudra disposer de terres pour la constitution de réserves forestières, pour la construction de routes, pour les besoins de municipalités ou pour d'autres usages d'intérêt public, il devra consulter les autorités locales africaines intéressées et tenir dûment compte de

leur avis; le gouvernement a aussi précisé qu'il n'avait nullement l'intention de faire de l'Ouganda un pays d'exploitation agricole et de peuplement non africain.

En 1956, le Gouvernement de l'Ouganda a publié des projets concernant le régime foncier, fondés sur les recommandations contenues dans le rapport de la Royal Commission sur la question des terres et du régime foncier, et des organismes ont été créés, dans les districts où le désir d'un tel changement se manifestait, en vue de remplacer le régime coutumier de propriété foncière par un système de propriété individuelle. Si ces projets ont soulevé de l'opposition dans certaines parties du territoire, les agriculteurs les plus évolués se sont intéressés à la possibilité d'obtenir un titre individuel de propriété.

Dans le cadre du plan quinquennal d'investissements pour la période 1955-1960, le gouvernement a approuvé en 1955 un programme visant à augmenter la productivité agricole et à améliorer les méthodes de culture. Ce programme prévoit le développement des services agricoles locaux, de la formation agricole et de la mécanisation de l'agriculteur, ainsi que la création d'un comité des ressources naturelles.

A la suite de l'instauration du système ministériel, un Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles a été nommé en 1955; il dirige le Service de l'agriculture, les Services vétérinaire et de l'élevage, le Service des forêts, le Service de la lutte contre la mouche tsé-tsé, le Service de la chasse et des pêcheries ainsi que les Services des enquêtes hydrologiques et géologiques.

La conservation des ressources du sol et la réinstallation des populations des régions surpeuplées figuraient au nombre des principaux problèmes que le Service de l'agriculture devait résoudre. Un programme de réinstallation volontaire intéressant 14.000 personnes a été mis en oeuvre en 1949 et 1950 dans le district de Kigezi; en 1951, ce programme a été étendu à la région d'Ankole, qui est en grande partie inhabitée.

Parmi les autres travaux entrepris par le Service de l'agriculture, il faut citer la création d'un service de planification agricole, la construction d'entrepôts de produits agricoles et d'une usine de conditionnement des céréales, ainsi que la distribution aux agriculteurs de graines de coton et de plants de caféiers et de tabac.

L'enseignement agricole est dispensé par les centres de formation du Service de l'agriculture; deux instituts agricoles, créés en 1956 et 1957, assurent la

/...

formation du personnel agricole, des instituteurs et des agriculteurs. La division des recherches du Service de l'agriculture a été agrandie et un centre de recherches sur le café a été créé dans le Bouganda.

On a promulgué, en 1952 et en 1953, des lois encourageant la participation des Africains à la production du coton et du café. A la fin de 1957, des coopératives africaines exploitaient onze usines d'égrenage du coton. En 1954, des particuliers africains et des coopératives africaines ont reçu l'autorisation de construire six nouveaux établissements de traitement du café qui fonctionnaient tous à la fin de 1957.

Des dispositions législatives ont organisé la commercialisation du coton et du café. La transformation et la vente du coton et des graines de coton sont contrôlées par le Lint Marketing Board, créé en 1949, et le Coffee Industry Board, créé en 1953, s'occupe de l'écoulement du café. Le Cotton Price Assistance Fund et le Coffee Price Assistance Fund, créés l'un et l'autre en 1948, protègent les producteurs contre les fluctuations du marché. En 1955, on a créé un Grain Conditioning and Storage Board qui s'occupe principalement de constituer des stocks régulateurs de maïs et d'autres céréales pour parer aux pénuries saisonnières et aux disettes.

L'aide à la production agricole est fournie par l'Uganda Credit and Savings Bank, créée en 1950, qui accorde des prêts sur titres de propriété, et par l'African Loans Fund, créée en 1954, qui consent des prêts aux agriculteurs africains qui ne peuvent fournir de garanties. Le Bugisu Coffee Scheme, qui est une organisation coopérative, accorde des avances sans intérêt aux associations membres pour leur faciliter le financement de leur campagne agricole. Un nombre toujours plus grand d'Africains et de sociétés coopératives africaines obtiennent des prêts des banques.

Principales cultures marchandes

Terres cultivées par des Africains

	Superficie (milliers d'acres)			Production mise en vente (milliers de tonnes fortes)		
	1947	1953	1957	1947	1953	1956
Coton <sup>a/</sup>	1.253	1.473	1.569	138,5	191,0	219,0
Café robusta <sup>a/</sup>	143	210	403	17,2	27,0	104,1
Café arabica <sup>a/</sup>	15	19	29	3,0	2,3	6,1
Maïs	258	662	358	29,0	125,0	45,0
Tabac	5	8	11	1,0	3,1	6,5

<sup>a/</sup> Campagnes 1946/1947, 1952/1953, 1956/1957.

Terres cultivées par des non-Africains

	Superficie (milliers d'acres)			Production mise en vente (milliers de tonnes fortes)		
	1947	1953	1956	1947	1953	1956
Café	11	23	21	4,9	6,3	10,2
Sucre	28	26	30	56,9	48,0	69,0
Sisal	8	9	7	0,8	0,9	0,6
Thé	5	8	12	1,7	2,1	3,0

Le Service vétérinaire et le Service de la lutte contre la mouche tsé-tsé ont favorisé le développement de l'élevage, en intensifiant les recherches vétérinaires et les interventions locales, en employant des produits pharmaceutiques à titre préventif aussi bien que curatif, en mettant au point de nouvelles méthodes de débroussaillage et en renforçant les obstacles à la propagation de la mouche tsé-tsé. Sur environ 8.000 milles carrés, la mouche tsé-tsé a été éliminée de zones qui en étaient auparavant infestées, ce qui a permis de disposer de nouveaux pâturages pour l'élevage. On a développé la commercialisation du bétail en excédent en créant de nouveaux débouchés et de nouveaux itinéraires d'acheminement du bétail. La station expérimentale d'élevage et le Centre de recherches sur les maladies du bétail effectuent des travaux pour l'amélioration du cheptel; une série d'enquêtes sur les maladies du bétail ont été entreprises dans des zones témoins situées dans diverses parties du territoire. Entre 1952 et 1956, plus

/...



d'un million de bovins ont été traités contre la trypanosomiase. En 1956, l'Uganda Development Corporation a créé, en collaboration avec les autorités locales, une société pour l'exploitation de ranchs dans la région de Bunyoro.

En 1957, la consommation de viande s'est élevée à 400.000 bovins et à 1.150.000 ovins et caprins, contre 315.000 bovins et environ un million d'ovins et de caprins en 1947.

Cheptel  
(milliers de tête)

	1947	1953	1957
Bovins	2.454	2.843	3.308
Caprins	2.057	2.728	2.645
Ovins	1.008	1.127	1.120

Exportations des produits d'élevage

	1947	1953	1957
Cuir (tonnes fortes)	1.388	1.836	1.973
Peaux de chèvre (pièces)	806.140	830.201	1.032.000
Peaux de mouton (pièces)	-	70.607	114.000

FORETS

La politique du gouvernement vise à créer un domaine forestier permanent suffisant pour satisfaire les besoins de la population, protéger les ressources en eau et maintenir des conditions de climat et de sol favorables à l'agriculture. La mise en oeuvre de cette politique est assurée à la fois par le gouvernement du protectorat et par les autorités locales. Le premier a la charge de la gestion des principales réserves forestières, de la formation technique, des recherches et des services consultatifs. Les autorités locales assurent la gestion des réserves moins importantes et des services de vulgarisation.

La superficie des forêts classées comme réserves domaniales et communales était en 1957 d'environ 6.150 milles carrés. Les forêts exploitables sont presque entièrement constituées d'essences feuillues. La consommation de bois d'oeuvre augmente rapidement dans le territoire et la plus grande partie du bois disponible pour l'exportation est absorbée par d'autres territoires de l'Afrique orientale.

L'exploitation forestière et la vente du bois sont entre les mains de particuliers, sauf en ce qui concerne le bois provenant des scieries installées dans les forêts domaniales, qui est mis en vente par un organisme semi-public, l'Uganda Timber Sales Company. La production de bois scié provenant des domaines public et privé a été estimée à 27.000 tonnes en 1957, contre 25.000 tonnes en 1947.

Production forestière des réserves centrales et des terres de la Couronne  
(milliers de pieds cubes)

	1947	1953	1957
Bois d'oeuvre	1.740	2.050	2.111
Poteaux	163	478	399
Bois de chauffage	4.999	3.391	1.434

PECHERIES

Les lacs et cours d'eau de l'Ouganda ont une superficie totale de 13.600 milles carrés et la pêche est pratiquée à des fins commerciales sur tous les lacs et cours d'eau importants. Les pêcheries sont presque entièrement entre les mains d'Africains, dont 20.000 environ sont employés dans cette activité. En 1957, l'Ouganda comptait 3.500 embarcations de pêche, contre 3.000 en 1954; la plupart de ces embarcations étaient des canots à rames, mais la mécanisation a fait des progrès rapides ces dernières années et, à la fin de 1957, plus de 700 pêcheurs avaient fait l'acquisition de moteurs hors bord.

La pisciculture se développe et plus de 2.000 viviers ont été installés par des Africains.

En 1957, la production de poisson des eaux de l'Ouganda a été de 46.000 tonnes fortes et sa valeur de 1.800.000 livres; en 1954, les prises avaient été de 24.000 tonnes fortes évaluées à 960.000 livres et, en 1948, de 11.000 tonnes fortes évaluées à 283.000 livres. Les exportations de poisson traité à destination du Congo belge sont passées de 2.207 tonnes en 1954 à 3.600 tonnes en 1957.

/...

On prépare le poisson en le fumant ou en le séchant. Dans la plupart des régions, les pêcheurs l'écoulent eux-mêmes. L'Uganda Fish Marketing Corporation, créée en 1948, aide les pêcheurs africains à améliorer le traitement, la distribution et la vente de leurs prises.

Des enquêtes et des recherches sont effectuées par le Centre de recherches sur les pêcheries de l'Est-Africain créé en 1948, par la Compagnie de pêche en eau profonde du Bousoga créée en 1953 et par le Service des pêcheries du lac Victoria qui, depuis 1950, a la charge de la surveillance interterritoriale et du développement des pêcheries du lac Victoria. Une station de recherches sur les pêcheries a été créée en 1950 grâce à une subvention du Colonial Development and Welfare Fund. Parmi les faits nouveaux survenus, les plus importants sont la création d'une station expérimentale de pisciculture, l'ouverture de nouvelles pêcheries sur les lacs, l'empoissonnement de réservoirs et l'aménagement de nouveaux débouchés en Afrique orientale grâce à l'expédition par avion de poisson congelé.

## INDUSTRIES EXTRACTIVE

Un service des mines distinct (qui était auparavant la Division des mines du Service des levés, du cadastre et des mines) a été créé en 1956. Les droits miniers appartiennent à la Couronne, sauf en ce qui concerne les terres privées du Bouganda, où ils appartiennent aux propriétaires. Dans le cas des métaux précieux et non précieux, les redevances s'élèvent à 5 pour 100 de la valeur brute, tandis que pour les pierres précieuses elles sont de 10 pour 100. Depuis 1950, 75 pour 100 de toutes les redevances et la totalité des loyers des terres ont été payés aux administrations locales africaines.

Le fait nouveau le plus important survenu pendant la période considérée a été la mise en exploitation, en 1956, de la mine de cuivre et de cobalt de Kilembe, dans la province occidentale. En 1957, la production de minerai de cuivre s'est élevée en moyenne à 45.000 tonnes par mois. Le minerai enrichi est expédié à la fonderie de Jinja, dont la construction a été achevée en 1956, et qui produit du cuivre noir; en 1957, la valeur totale des exportations de cuivre noir a atteint 1.150.000 livres.

Une nouvelle compagnie minière, la Sukulu Mines Limited, dans laquelle l'Uganda Development Corporation a une participation, a été créée en 1956 en vue d'exploiter les importants gisements de phosphates et de niobium qui se trouvent près de Tororo.

On a continué l'établissement de la carte géologique; en 1957, on a eu pour la première fois recours à la prospection aérienne pour la recherche des minerais radioactifs.

Production minérale

(tonnes fortes)

	1947	1953	1957
Or (onces)	1.366	572	243
Cuivre noir	-	-	7.465
Wolfram	119	159	190
Phosphates	9.495	5.363	3.256
Pierre à chaux	1.869	570	1.489

On a également extrait de faibles quantités de minerai d'étain, de beryllium, de minerai de plomb, d'amiante et de minerai de bismuth. En 1957, la valeur totale de la production minérale a atteint 1.742.425 livres, contre 261.082 livres en 1953 et 125.431 livres en 1947.

### ENERGIE

L'Uganda Electricity Board, qui a été créé en 1949 et qui est financé par l'Etat, a investi 23 millions de livres dans le barrage d'Owen Falls, qui a été terminé en 1954, et dans une centrale hydro-électrique située à Jinja. En 1957, la nouvelle centrale avait une puissance installée de 90.000 kilowatts; cette puissance pourra être portée à 150.000 kilowatts. La production d'électricité est passée de 10.700.000 kWh en 1949 à 14.800.000 kWh en 1957; pendant la même période, le nombre des consommateurs est passé de 4.143 à 19.819.

Depuis 1956, le Conseil s'est attaché à améliorer la distribution de l'électricité et il a mis en route plusieurs grands projets d'électrification des communes du Bouganda et de la province orientale. Des progrès ont été réalisés dans l'électrification des habitations indigènes, en particulier aux alentours de Kampala et dans la région de Bousoga. La consommation industrielle a considérablement augmenté du fait de la mise en service d'une importante usine textile et d'une fonderie de cuivre fonctionnant à l'électricité. A la fin de 1957, le réseau de distribution avait une longueur de 1.295 milles, contre 440 milles en 1951.

On a achevé en 1957 l'installation d'une ligne de 132 kV allant d'Owen Falls à Nairobi pour l'approvisionnement du Kenya en courant électrique.

On projette de construire une deuxième centrale sur le Nil, à 7 km en aval d'Owen Falls, et un prêt de 15 millions de livres a été demandé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vue du financement de ce projet.

### INDUSTRIE

Le développement industriel, aussi bien que le développement économique général, a été stimulé par la création, en 1952, de l'Uganda Development

Corporation, au capital de 5 millions de livres. Cette société a pour but de faciliter le développement économique et industriel en aidant à créer, financer et gérer de nouvelles entreprises et en effectuant des recherches sur les ressources et les possibilités industrielles du territoire. Cette société possède plusieurs filiales et a des participations dans un certain nombre d'entreprises qui concourent au développement des industries extractives, de l'industrie textile et d'autres industries manufacturières.

En 1954, on a encouragé l'investissement de capitaux dans des industries nouvelles par un nouveau système d'octroi de licences industrielles.

Les entreprises industrielles de l'Ouganda comprennent une fabrique de ciment, dont la capacité de production annuelle est de 160.000 tonnes; une usine fabriquant des cotonnades à partir du coton produit dans le pays; une fabrique de couvertures; une fabrique de produits en ciment et amiante; une fabrique d'ustensiles en fer émaillé et d'articles métalliques; et une brasserie capable de produire 2.000 barils de bière par mois. A la fin de 1957, 143 usines d'égrenage de coton, 23 usines de traitement du café, 7 usines de décortilage du café, 2 sucreries et 14 théeries étaient en exploitation. Il y avait également des manufactures de tabac, des moulins à maïs, des huileries, ainsi que de nombreux petits établissements fabriquant des meubles, des vêtements, des produits chimiques, des tuiles, des briques, des articles en pierre, des disques de phonographe et des récipients en fer blanc.

#### Production industrielle

	1947	1953	1957
Ciment (tonnes fortes)	-	16.913	85.434
Sucre (tonnes fortes)	56.900	47.976	80.772
Cigarettes (tonnes fortes)	1.560	2.760	1.420
Tabac (tonnes fortes)	264	324	-
Bière (milliers de gallons standard)	-	324	1.488

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

##### Routes

En 1957, le Service des travaux publics a assuré l'entretien de 2.805 milles de routes utilisables par tous les temps (dont 445 milles de routes bitumées),

contre 2.457 milles en 1947. La même année, les autorités locales ont assuré l'entretien de 8.300 milles de routes dont certaines ne sont utilisables que par temps sec, contre 6.000 milles en 1947.

La reconstruction de plus de 400 milles de grandes routes a été achevée pendant la période 1952-1956; elle a coûté près de 5 millions de livres. Dans la province occidentale, on a entrepris un programme de reconstruction de routes pour relier le Congo belge et le Ruanda-Urundi à la tête de ligne ferroviaire de Kasese.

#### Véhicules immatriculés

	1947	1953	1957
Automobiles	2.887	8.180	17.610
Véhicules commerciaux	2.276	5.593	8.530
Véhicules publics	221	345	499
Motocyclettes	1.046	3.090	6.740
	<u>6.430</u>	<u>17.208</u>	<u>33.379</u>

#### Chemins de fer et navigation intérieure

Depuis 1948, les chemins de fer de l'Ouganda sont administrés par l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est-Africain<sup>2/</sup>. Le principal fait nouveau intervenu pendant la période considérée a été la construction, dans l'Ouganda occidental, d'un embranchement d'une longueur de 206 milles qui a permis de relier le port de Mombasa à Kasese, près de la frontière du Congo belge. L'achèvement de cet embranchement en 1956 a permis d'exploiter les mines de cuivre et de cobalt de Kilembé et a rendu possible le développement économique de l'Ouganda occidental. Les marchandises expédiées des gares situées sur la nouvelle voie ferrée sont passées de 11.000 tonnes en 1955 à 105.000 tonnes en 1957, le principal produit transporté étant des concentrés de cuivre.

<sup>2/</sup> Il n'existe pas de statistiques distinctes pour l'Ouganda; pour les chiffres relatifs au nombre de voyageurs et aux quantités de marchandises transportées par l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est-Africain, voir le résumé des renseignements relatifs au Kenya.

Les marchandises expédiées de toutes les gares de l'Ouganda se sont élevées à 592.000 tonnes en 1957, contre 490.000 tonnes en 1953 et 309.000 tonnes en 1949. Les marchandises reçues dans les gares de l'Ouganda sont passées de 282.500 tonnes en 1949 à 627.000 tonnes en 1953 et à 704.000 tonnes en 1957.

L'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est-Africain assure des services de bateaux à vapeur sur les lacs Victoria, Kioga et Albert, ainsi que sur le Nil. Le tonnage transporté sur ces trois lacs et sur le Nil est passé de 195.000 tonnes en 1947 à 327.000 tonnes en 1957.

#### Transports aériens

Il y a un aéroport de première classe à Entebbe et 14 terrains d'atterrissage dans diverses régions du pays, contre 10 en 1947. Les principales compagnies aériennes assurent des services réguliers et l'East African Airways Corporation un service aérien intérieur.

#### Trafic commercial à l'aéroport d'Entebbe

	1952	1957
Arrivées et départs	3.433	7.626
Nombre de passagers	44.000	138.100
Fret chargé et déchargé (tonnes métriques)	192	694

#### Communications

Les services postaux ont été développés tant dans les villes que dans les campagnes. Le nombre de bureaux de poste est passé de 57 en 1947 à 143 en 1957. Environ 20 millions de lettres, cartes postales et imprimés ont été expédiés en 1957, contre 7 millions en 1948. Le nombre des télégrammes expédiés a eu tendance à baisser, tendance que l'on attribue à l'amélioration des services téléphoniques. Le nombre des téléphones installés est passé d'environ 2.300 en 1948 à 12.000 en 1957.

#### FINANCES PUBLIQUES

En 1954, on a révisé la structure du budget, qui comprend maintenant un budget de fonctionnement et un budget distinct d'investissements, le premier

/...



portant sur les dépenses courantes et le second sur les dépenses entraînées par les projets de développement. Le budget d'investissements est alimenté surtout par une subvention du budget dit de fonctionnement, par les droits d'exportation (la fraction de leur produit qui est en excédent de 4 millions de livres), par les remboursements reçus de l'African Development Fund et par des subventions du Colonial Development and Welfare Fund.

Les autorités locales africaines établissent, chaque année, des prévisions de recettes et de dépenses pour les services qu'elles gèrent; ces prévisions sont arrêtées après l'approbation du gouvernement du protectorat, qui accorde des subventions importantes à toutes les autorités locales africaines. En outre, les autorités locales des régions où l'on cultive le coton reçoivent une prime calculée d'après la quantité de coton produite dans les différents districts. Ces primes ne peuvent servir qu'au financement de projets de développement.

Depuis le 1er juillet 1954, l'exercice financier va du 1er juillet au 30 juin.

<u>Recettes et dépenses</u> <sup>a/</sup>			
(milliers de livres)			
	1947	1953	1956/57
Recettes	5.331	17.735	23.690
Dépenses	4.474	17.432	24.008
Principales catégories de recettes			
Droits d'exportation	1.012	4.045	7.106
Droits de douane et contributions indirectes	1.827	4.305	6.404
Impôts payés par les habitants non autochtones, y compris impôt sur le revenu	423	1.874	3.366
Capitation payée par les Africains	662	506	406
Principales catégories de dépenses <sup>b/</sup>			
Agriculture	156	1.090	1.061
Communications	351	1.637	2.119
Développement urbain	163	1.279	1.830
Logements et bureaux	170	1.668	1.398
Enseignement	473	2.310	4.445
Santé	455	1.131	1.681

a/ Ces chiffres concernent à la fois le budget de fonctionnement et le budget d'investissements.

b/ Les chiffres indiqués de dépenses correspondent à la nature des services et non au montant des crédits affectés aux divers départements.

/...

Financement des investissements

Pendant la période quinquennale 1951-1955, les dépenses d'investissement se sont élevées à 30.800.000 livres. Une partie de ces dépenses a été financée au moyen de fonds provenant de l'African Development Fund, créé en 1951, par suite de la décision de limiter les avoirs du Cotton Price Assistance Fund, à 20 millions de livres et de consacrer au développement africain tous montants en excédent de cette somme.

Plan quinquennal d'investissements 1955-1960

Sources de fonds (millions de livres)	Dépenses <sup>a</sup> prévues (millions de livres)
Subvention du budget de fonction- nement 6,5	Services sociaux 7,8
Soldes excédentaires 4,6	Communications 7,2
Droits d'exportation (toutes sommes en excédent de 4 millions de livres) 4,3	Services urbains 6,9
<u>African Development Fund</u> 4,1	Ressources naturelles 2,4
Subventions du <u>Colonial</u> <u>Development and Welfare Fund</u> 0,8	Commerce et industrie 1,6
Emprunts intérieurs 11,5	Sécurité du territoire et ordre public 4,2
Emprunts extérieurs 4,0	Administration centrale 2,7
35,8	Administration provinciale 1,3
	34,1

## BANQUES ET CREDIT

Il existe une caisse d'épargne postale, ainsi que des banques commerciales dans les principales villes. L'Uganda Credit and Savings Bank, créée en 1950, accorde aux Africains des prêts sur titres de propriété pour leur permettre d'améliorer leurs terres et leurs habitations. Elle est aussi l'agent de l'African Loans Fund, qui a été créée pour consentir des prêts aux Africains qui ne peuvent fournir de garanties.

Caisse d'épargne postale

	1949	1953	1957
Nombre de déposants	73.312	89.410	106.406
Montant des dépôts (livres)	1.413.683	2.234.527	2.260.000

/...

Uganda Credit and Savings Bank

	1951	1953
Nombre des prêts	546	1.285
Montant des prêts (livres)	126.143	306.312

## COMMERCE INTERNATIONAL

Depuis 1950, les restrictions aux importations ont été progressivement réduites, grâce à l'application de la licence générale ouverte aux importations en provenance des pays de l'OECE et à un assouplissement du régime des importations pour certains produits en provenance d'autres pays. En 1957, la part des produits japonais dans les importations de l'Ouganda (principalement des tissus de rayonne à bon marché) a considérablement augmenté. La proportion des exportations à destination des pays de la zone sterling a diminué par suite d'une baisse des exportations de coton à destination de l'Inde. L'augmentation des exportations à destination des Etats-Unis a été due presque entièrement aux exportations de café.

Importations et exportations

(milliers de livres)

	1947	1953	1957
Importations, chiffre net <sup>a/</sup>	7.032	25.688	28.869
Exportations de produits locaux	11.448	33.379	45.857
Réexportations	348	258	975
Principales importations <sup>b/</sup>			
Produits alimentaires, boissons et tabac	332	1.007	1.104
Cotonnades	1.885	2.556	1.615
Tissus en fibres artificielles	87	869	3.109
Machines, appareillage, accessoires et véhicules	1.266	7.690	7.599
Métaux communs et produits manufacturés en métaux communs	828	4.029	3.484
Produits pour le chauffage, l'éclairage, l'énergie électrique et lubrifiants	289	1.762	2.216

a/ Importations provenant de pays autres que ceux d'Afrique orientale, plus les marchandises importées d'un autre territoire d'Afrique orientale, moins les marchandises importées et réexpédiées vers un autre territoire d'Afrique orientale.

b/ Les chiffres pour 1947 correspondent à la valeur des importations abstraction faite des réexportations à destination de pays autres que ceux d'Afrique orientale.

/...

Importations et exportations (suite)

	1947	1953	1957
Principales exportations			
Coton brut	7.119	16.793	17.476
Café	1.550	11.543	21.587
Produits pour l'alimentation du bétail	19	833	1.244
Oléagineux	137	1.609	888
Thé	240	356	1.081
Cuir et peaux	474	819	562
Tabac et cigarettes	738	24	-
Cuivre et alliages	-	-	1.626

Provenance et destination des marchandises

(pourcentage de la valeur totale)

	1947	1953	1957
Provenance des importations			
Royaume-Uni	39,7	55,1	43,0
Inde	10,3	8,2	4,1
Autres pays du Commonwealth britannique	18,0	7,4	...
Allemagne (République fédérale d')	...	2,4	7,7
Etats-Unis d'Amérique	14,3	2,9	0,9
Japon	...	1,7	17,8
Autres pays	17,2	22,5	...
Destination des exportations			
Inde	50,0	29,4	10,2
Royaume-Uni	17,0	25,7	21,3
Autres pays du Commonwealth britannique	22,0	7,4	9,5
Allemagne (République fédérale d')	...	7,4	14,6
Etats-Unis d'Amérique	1,0	5,2	19,8
Italie	...	4,5	4,7
Autres pays	10,0	20,4	19,9

Participation des Africains à l'activité commerciale

A l'origine, l'activité commerciale était à peu près exclusivement entre les mains des Indiens, mais, depuis quelques années, le nombre des commerçants africains et le montant de leur chiffre d'affaires ont sensiblement augmenté. On estimait en 1956 que le nombre des commerçants africains avait atteint 15.000, soit environ 70 pour 100 du nombre des commerçants du territoire, et qu'ils assuraient environ 35 pour 100 du commerce de détail, avec un chiffre d'affaires approximatif de 20 millions de livres.

Au titre d'un programme de promotion du rôle des Africains dans l'activité commerciale, une assistance est fournie aux commerçants africains de quatre façons : formation aux méthodes commerciales, constitution d'organisations de commerçants, développement des facilités d'achat en gros, assistance financière pour la création de fonds de commerce. En 1955, le gouvernement du protectorat a créé un African Trade Development Fund de 400.000 livres qui doit construire, dans les municipalités et autres agglomérations importantes, des locaux à usage commercial qu'il louera aux commerçants africains. Des boutiques d'une valeur de 40.000 livres ont été construites à ce titre à Kampala et à Iganga.

## CONDITIONS SOCIALES

### Relations raciales et culturelles

La population de l'Ouganda compte près de 99 pour 100 d'Africains, 1 pour 100 d'Asiatiques et quelques milliers d'Européens et d'Arabes. Le gouvernement, soucieux de voir l'Ouganda demeurer dans son évolution un pays essentiellement africain, empêche toute immigration excessive.

Aucune discrimination raciale n'est pratiquée dans les hôtels, les transports en commun et autres services publics. Il existe des clubs et des centres communautaires qui groupent des personnes de races différentes, et les conférences publiques, représentations théâtrales et concerts sont ouverts à tous ceux qui désirent y assister. Des personnes de toutes races font partie des comités des associations culturelles et bénévoles et y occupent des postes de direction.

Le but du gouvernement est de faire bénéficier des mêmes avantages tous les habitants, sans distinction de race, et c'est pourquoi notamment la fonction publique a été dotée en 1954 d'un statut unique, prévoyant des taux de rémunération de base communs aux personnes de toutes races. En 1955, une Commission de la fonction publique a été créée pour faciliter l'accès des habitants à la fonction publique. Le gouvernement dépense près de 50.000 livres par an pour l'octroi de bourses d'études à l'étranger destinées à permettre à des Africains d'accéder aux postes supérieurs de l'administration. Alors qu'à la fin de 1951, il n'y avait presque aucun Africain occupant de tels postes, on en comptait près de 60 à la fin de 1956.

En 1955, un comité chargé de faire des recommandations en vue de la promotion du rôle des Africains dans l'activité commerciale a recommandé de favoriser la constitution, dans les formes prévues par la loi, d'associations et de compagnies interraciales et de modifier, le cas échéant, à cette fin, les restrictions apportées à l'exercice de certaines activités par des non-Africains.

### Condition de la femme

D'une façon générale, les femmes acquièrent plus d'indépendance et commencent à exercer une influence croissante dans la vie publique locale. Les clubs féminins et les cours destinés aux femmes, qui sont maintenant organisés dans presque toutes les régions du pays, jouent un rôle de plus en plus important dans

la vie du village. Les femmes ont le droit de vote, à condition qu'elles remplissent les conditions requises aux termes de l'Ordonnance de 1957 sur les élections.

#### MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Pendant la période considérée, le Service du travail a été agrandi et a ouvert des bureaux dans les dix principales villes.

Les lois du travail suivantes ont été promulguées depuis 1946 : Ordonnance relative à l'emploi dans l'Ouganda, 1946 (modifiée en 1948 et en 1955) (Uganda Employment Ordinance); Ordonnance relative à l'indemnisation des accidents de travail, 1946 (modifiée en 1952 et en 1955) (Workmen's Compensation Ordinance); Ordonnance sur le travail des enfants (amendement), 1946 (Employment of Children (Amendment) Ordinance); Ordonnance relative aux usines, 1952 (Factories Ordinance); Ordonnance relative aux syndicats, 1952 (Trade Unions Ordinance); Ordonnance relative aux salaires minima (comités consultatifs et comités des salaires), 1957 (Minimum Wages Advisory Boards and Wages Councils Ordinance), qui a remplacé l'Ordonnance relative aux salaires minima, 1949 (Minimum Wages Ordinance).

#### Situation en matière d'emploi

Dans les régions agricoles, le chômage est pratiquement inexistant et les employeurs ne peuvent généralement pas se procurer sur place toute la main-d'oeuvre dont ils ont besoin. Cette pénurie est en partie comblée par la main-d'oeuvre migrante. On a enregistré un peu de chômage dans les zones industrielles de Jinja en 1956 et en 1957.

On observe une importante migration de main-d'oeuvre du Ruanda-Urundi et du Tanganyika vers le sud-ouest de l'Ouganda et un mouvement moins important du Soudan vers le nord-ouest du territoire. Il y a également un mouvement de migration de travailleurs venant de la province du Nyanza, dans le Kenya, et des migrations intérieures du district occidental du Nil vers les centres industriels et les régions agricoles du centre de l'Ouganda. En 1957, les camps de transit que le Service du travail entretient le long des itinéraires empruntés par la main-d'oeuvre ont reçu 173.000 personnes, contre 194.000 en 1954.

Nombre de salariés africains

	<u>1950</u>	<u>1955</u>	<u>1957</u>
Administration <sup>a/</sup>	10.090	9.569	13.151
Autorités locales africaines	29.172	37.246	38.895
Agriculture	29.547	49.562	45.651
Egrenage du coton	5.407	5.258	6.065
Forêts et pêche	3.599	2.448	3.476
Mines et carrières	5.811	7.037	5.536
Industries manufacturières	24.388	24.035	26.554
Bâtiment	34.491	48.436	55.184
Commerce de gros et de détail	2.472	5.057	7.585
Transports et communications	6.361	7.065	10.403
Enseignement et santé publique	...	16.060	20.674
Autres services	<u>7.219</u>	<u>7.702</u>	<u>13.364</u>
	158.557	220.475	226.916

---

a/ Il s'agit uniquement des employés des services administratifs; tous les autres travailleurs employés par l'administration sont classés dans le groupe correspondant à leur activité.

La plupart des travailleurs africains sont engagés verbalement pour une durée d'un mois, mais il est assez fréquent, notamment dans les emplois agricoles, qu'ils soient engagés verbalement pour accomplir 30 journées de travail dans une période de 42 jours. Environ 15 pour 100 des manoeuvres signent un contrat de six mois et bénéficient de la gratuité du transport entre leur résidence et le lieu de travail, ainsi que d'un logement, de rations alimentaires et de soins médicaux gratuits. Sauf dans les trois principales villes, les employeurs sont tenus de loger gratuitement les employés dont le salaire mensuel est inférieur à 100 shillings. Hors des zones urbaines, les travailleurs reçoivent habituellement à titre gratuit une partie de leurs rations alimentaires.

Les salaires ont eu généralement tendance à augmenter en 1954 et 1955. En 1956 et 1957, ils sont demeurés stables; la prime de rendement payable aux manoeuvres employés par le gouvernement qui travaillent 45 heures par semaine a été portée de 5 à 8 shillings par mois.



Exemples de salaires versés aux travailleurs africains

(shillings de l'Afrique orientale, par mois)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Conducteurs de machines de construction routière	...	...	220 à 500
Electriciens	...	...	208 à 400
Ajusteurs	120 à 125	75 à 220	130 à 400
Charpentiers	60 à 140	77 à 200	130 à 300
Briqueteurs	65 à 110	61 à 165	130 à 300
Mécaniciens	60 à 100	75 à 220	130 à 250
Chauffeurs	55 à 90	80 à 170	130 à 200
Employés de bureau	45 à 90	56 à 157	80 à 350 <sup>a/</sup>

a/ En 1955.

Organisations professionnelles

Le syndicalisme ne se développe que lentement parce que la main-d'oeuvre est essentiellement composée de travailleurs migrants; toutefois, on a noté que l'intérêt des travailleurs de Kampala et de Jinja pour la formation de syndicats a régulièrement augmenté. Le nombre des syndicats enregistrés est passé de 1 en 1947 à 13 en 1957, et celui de leurs adhérents d'une centaine en 1947 à 4.784 en 1957.

Des comités mixtes du personnel et des conseils d'entreprise ont été créés dans de nombreux services de l'administration et de nombreuses entreprises privées; à la fin de 1957, ils étaient au nombre de 109 et intéressaient 99.000 employés, contre 40 intéressant 30.000 employés en 1953.

Le Service du travail organise des cours de formation en matière de relations entre employeurs et salariés à l'intention des membres des syndicats et des conseils d'entreprise.

Les conflits du travail sont réglés, soit par les fonctionnaires du Service du travail suivant une procédure de conciliation, soit par arbitrage conformément à la procédure fixée par l'Ordonnance relative aux conflits du travail (Trade Disputes Ordinance).

/...

### Conflits du travail

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Nombre de grèves	69	53	38
Nombre de grévistes	11.377	7.369	3.406
Nombre de journées de travail perdues	18.973	14.738	7.488

En 1957, il y a eu, en outre, dix conflits sans interruption du travail, intéressant 4.180 travailleurs.

### Formation professionnelle

Un organisme qui comprend une section des examens d'aptitude professionnelle et exerce un contrôle sur l'apprentissage, l'Artisan Training Organization, a été créé en 1952. Il organise des examens d'aptitude aux métiers du bâtiment, du génie civil et du travail des métaux, et délivre aux candidats qui ont satisfait aux épreuves des certificats indiquant le niveau d'aptitude atteint. La formation professionnelle comprend trois années d'études dans les écoles du premier cycle du second degré, suivies de deux années d'apprentissage dans la section technique d'un service administratif ou auprès d'un employeur privé. En 1957, 339 apprentis étaient en cours de formation sous contrat, contre 213 en 1954.

### SOCIETES COOPERATIVES

Depuis la promulgation en 1946 de l'Ordonnance relative aux sociétés coopératives (Co-operative Societies Ordinance), le mouvement coopératif s'est développé rapidement. Le noyau du mouvement coopératif est la coopérative de vente des produits primaires, intéressante pour ses adhérents parce qu'elle les garantit contre toute tromperie sur le poids ou le prix de leurs produits. La plupart des sociétés coopératives sont affiliées à des unions coopératives, qui possèdent une grande partie des installations de traitement du café et du coton. De 1952 à 1957, 11 usines d'égrenage du coton ont été, soit acquises par des unions coopératives africaines au titre du plan de réorganisation de l'industrie cotonnière, soit achetées ou construites par elles à l'aide de prêts à long terme de fonds publics. L'achat, le traitement et l'écoulement du café arabica récolté par les petits planteurs dans le district de Bugisu sont assurés, en étroite collaboration avec l'Union coopérative de ce district créée en 1954, par un conseil où les coopérateurs sont représentés en grand nombre. La production

du café robusta dans le Bouganda a également été réorganisée afin de permettre aux planteurs et aux unions coopératives de participer au traitement du café. Sur un total de 12 usines de traitement agréées, six sont maintenant la propriété de coopératives africaines.

Le Service du développement de coopératives donne des conseils aux coopératives, vérifie leurs comptes, surveille leur gestion et leur consent des prêts d'équipement. Les coopérateurs peuvent recevoir une formation à l'Ecole d'éducation coopérative de l'Afrique orientale, située à Kabete, au Kenya, et au Centre de formation administrative de l'Ouganda, située à Nsamigi, qui a été créé en 1954. Des bourses sont accordées à des fonctionnaires pour leur permettre de suivre, au Royaume-Uni, les cours d'un collège spécialisé dans les questions de coopération.

Nombre de coopératives et nombre d'adhérents

	<u>Nombre de coopératives</u>			<u>Nombre d'adhérents</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Mutuelles d'épargne et de prêt	-	20	26	-	633	1.103
Coopératives de consommation	12	6	5	1.237	1.854	882
Coopératives d'approvisionnement	19	4	3	981	811	479
Coopératives de vente	87	769	1.373	5.229	68.160	132.468
Coopératives de logement	-	-	1	-	-	82
	118	799	1.408	7.447	71.458	135.014

En 1957, il existait en outre 15 unions coopératives de vente, qui groupaient 1.158 sociétés primaires, contre 11 unions groupant 742 sociétés en 1954.

NIVEAU DE VIE

L'indice des prix de détail sur les marchés africains de Kampala (janvier 1957 = 100) est passé de 91 en juin 1951 à 98 en juin 1957.

/...

Budget mensuel moyen des travailleurs africains non qualifiés de Kampala  
(shillings de l'Afrique orientale)

	<u>1949</u>	<u>1955</u>	<u>1957</u>
Revenu	29,73	63,40	79,70
Dépenses	18,60	35,11	77,39

Dépenses mensuelles moyennes des travailleurs africains non qualifiés de Kampala

	<u>1949</u>		<u>1955</u>		<u>1957</u>	
	<u>Shillings</u>	<u>Pourcen- tage</u>	<u>Shillings</u>	<u>Pourcen- tage</u>	<u>Shillings</u>	<u>Pourcen- tage</u>
Alimentation	18,58	65	35,80	65	45,09	58
Boissons alcooliques et tabac	2,20	8	4,18	8	9,39	12
Vêtements	2,22	8	4,49	8	6,06	8
Loyer	1,75	6	4,48	8	3,95	5
Autres dépenses	<u>3,91</u>	<u>13</u>	<u>6,18</u>	<u>11</u>	<u>12,90</u>	<u>17</u>
	28,56	100	55,13	100	77,39	100

L'augmentation en valeur absolue des dépenses consacrées à l'alimentation au cours d'une période où les prix des produits alimentaires ont légèrement baissé indique que le niveau de vie de ce groupe de travailleurs s'est amélioré et la diminution du pourcentage de ses dépenses consacrées à l'alimentation indique qu'il dispose d'un plus important reliquat après avoir effectué les dépenses de première nécessité. C'est ce que montre aussi l'augmentation des dépenses consacrées aux boissons alcooliques et au tabac. On estime que le revenu réel de ce groupe a augmenté d'environ 55 pour 100 entre 1951 et 1957.

Origine du revenu du territoire<sup>a/</sup>  
(millions de livres sterling)

	<u>1950</u>	<u>1953</u>	<u>1955</u>	<u>1957<sup>b/</sup></u>
Revenu monétaire des entreprises africaines	18,8	33,0	46,0	44,6
Bénéfices et excédents <u>c/</u>	19,4	14,7	13,9	16,8
Traitements et salaires	13,1	21,9	27,3	31,0
Loyers	0,5	0,6	0,6	0,6
Revenu en nature des Africains	<u>19,8</u>	<u>29,0</u>	<u>30,2</u>	<u>29,7</u>
Total	71,6	99,2	118,0	122,7

a/ Les chiffres se rapportent à l'activité économique du territoire, quels qu'en soient en dernier lieu les bénéficiaires.

b/ Chiffres provisoires

c/ Entreprises industrielles et commerciales privées, comptoirs officiels de vente, entreprises publiques et droits d'exportation.

/...

## URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

Jusqu'en 1948, on ne fournissait de logements dans les municipalités urbaines qu'aux fonctionnaires africains. En 1948, on a nommé un ingénieur en chef du logement des Africains et, en 1954, on a créé un service de l'habitat africain. Selon une déclaration publiée en 1954 sur la politique suivie en matière de logement des Africains dans les villes, les buts que l'on s'est assignés sont les suivants : d'une part, créer des unités de voisinage qui, une fois pourvues de services sociaux et de certaines facilités, pourraient former des agglomérations et, d'autre part, construire des maisons pour la vente à des Africains dans le cadre de programmes prévoyant différentes formes d'assistance.

En 1955, on a édicté de nouveaux règlements afin de permettre aux Africains d'acquérir des terrains et d'obtenir le permis de construire des habitations à bon marché dans les municipalités. Une législation imposant à toutes les villes importantes l'obligation d'élaborer des plans d'urbanisme a été mise en vigueur en 1956.

Entre 1948 et 1953, on a dépensé près d'un million de livres pour le logement des Africains. Un crédit de 400.000 livres a été affecté en 1954 à la construction de cités d'habitation pour les Africains et le même crédit devait être ouvert les cinq années suivantes. Ces crédits ont permis d'effectuer des travaux dans les cinq principales villes et des fonds ont été, par ailleurs, mis à la disposition de la plupart des autres municipalités pour la construction de logements destinés à leur personnel. Dans le plan quinquennal d'investissement pour la période 1955-1960, un montant de deux millions de livres a été prévu pour la création dans les villes de quartiers résidentiels pour Africains.

On a affecté à la construction de logements pour Africains, 400 acres de terrains à Kampala, 334 acres à Jinja et des superficies moins étendues à Mbale et à Gulu. Au cours des dernières années, le nombre de maisons construites sur ces terrains s'est élevé jusqu'à près de 800 par an.

## SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALES

Le régime des indemnisations en cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles est défini par la Workmen's Compensation Ordinance. Le gouvernement et quelques employeurs privés ont institué un système de pensions ou de caisses de prévoyance, mais la grande majorité des travailleurs âgés n'ont

pour ressource que l'aide de leur tribu et de leur famille. Les hôpitaux et dispensaires de l'Etat assurent aux Africains des soins gratuits en cas de maladie et de maternité.

Le service administratif qui dirige la protection sociale est le Service du développement communautaire. Il est surtout chargé d'encourager et de surveiller la mise en oeuvre des programmes de développement communautaire, mais il s'occupe également de coordonner et d'encourager l'action sociale des autorités locales et des sociétés bénévoles, de protéger les jeunes délinquants, d'organiser un service de probation et d'assurer la gestion d'un service d'appareils de prothèse. Le soin d'assurer l'assistance aux indigents et aux infirmes est laissé, dans la mesure du possible, à la tribu, au clan et à la famille, mais, dans les régions urbaines, les travailleurs sociaux du Service du développement communautaire viennent en aide aux indigents et aux enfants sans foyer.

#### DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

En 1952, l'action du gouvernement dans le domaine du développement communautaire a été entièrement réorganisée, et l'ancienne Section de la protection sociale du Service des relations avec le public et de la protection sociale est devenue le Service du développement communautaire. L'action de ce Service s'exerce principalement dans deux directions : 1) il aide grâce à ses équipes de district à préparer et à organiser des campagnes d'éducation des masses, des expositions agricoles et artisanales, des projections cinématographiques et autres activités destinées à inciter la population à participer activement à l'amélioration des conditions sociales; 2) il organise des cours de formation.

Jusqu'en 1952, la subvention annuelle du gouvernement aux programmes de développement communautaire s'élevait à 10.000 livres. En 1952, il a été prévu qu'une somme de 500.000 livres serait fournie par l'African Development Fund pour contribuer à la mise en oeuvre de ces programmes pendant la période 1953-1957.

Depuis 1953, de nombreuses améliorations ont été réalisées, surtout à l'échelon du village, concernant la protection de l'approvisionnement en eau, la construction de chemins vicinaux et de ponts, la création d'ateliers cantonnaires et l'octroi d'une aide à la construction des bâtiments scolaires. La population locale participe habituellement pour plus de la moitié aux frais d'exécution de programmes de ce genre. On encourage les collectivités urbaines et rurales à

organiser des clubs. On favorise tout particulièrement la création de clubs interraciaux, généralement de caractère sportif. Dans les régions rurales, l'essor des clubs et associations de femmes continue; ces clubs enseignent à leurs membres non seulement la couture et le chant, mais aussi la puériculture et les arts ménagers, et on y apprend également à lire et à écrire.

Le Service du développement communautaire travaille en étroite collaboration avec de nombreuses organisations de jeunesse. En 1956, il a créé un Comité chargé d'étudier le problème des mineurs abandonnés; un assistant en matière de développement communautaire a été chargé d'interroger ces jeunes gens.

En 1954, un Centre de formation en matière d'administration locale et de développement communautaire a été créé à Nsamigi, près d'Entebbe. Il organise des cours de formation des animateurs du développement communautaire et se tient en contact avec les centres de formation ruraux qui se trouvent dans chaque district; ces centres donnent des cours sur des sujets très divers, allant de la vulgarisation agricole et des sociétés coopératives à l'éducation civique et aux méthodes à employer pour apprendre aux adultes à lire et à écrire; les meilleurs élèves des centres de formation ruraux reçoivent une formation plus poussée au Centre de formation de Nsamigi.

## PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Il existe deux administrations pénitentiaires distinctes : l'une dépend du gouvernement du protectorat, l'autre des autorités locales africaines. La première reçoit pour détention toutes les personnes condamnées par les tribunaux dits du protectorat, ainsi que celles que les tribunaux africains ont condamnées à des peines de plus de deux ans. Une séparation complète est maintenue dans les prisons entre hommes et femmes, adolescents et adultes, délinquants primaires et récidivistes, et prisonniers de races différentes.

On a atténué l'encombrement pénitentiaire en construisant de nouvelles prisons et de nouveaux camps et en agrandissant les bâtiments existants. Le système pénitentiaire a été réorganisé et modernisé; la formation industrielle et agricole donnée aux détenus a été intensifiée et des cours d'enseignement général, de même que des cours destinés à apprendre aux détenus à lire et à écrire, ont été organisés dans toutes les prisons importantes. En 1957, le système de travail pénitentiaire a été réorganisé et élargi afin que tous les détenus puissent être occupés. A la fin de 1957, il existait 26 établissements pénitentiaires, contre 13 en 1947.

Une école de rééducation, créée en 1950, est organisée sur le modèle des institutions britanniques du type "Borstal". L'enseignement donné aux détenus est surtout agricole; des travaux de menuiserie et de construction, ainsi qu'un enseignement élémentaire figurent également au programme.

Un fonctionnaire chargé de s'occuper de l'assistance aux détenus et de l'aide post-pénitentiaire a été affecté aux prisons de Kampala en 1956; depuis 1957, il s'occupe également de l'école de rééducation.

Statistiques de la criminalité

	Nombre de condamnations		
	1947	1954	1957
Homicides	243	235	294
Autres délits contre les personnes	362	557	502
Délits contre les biens	2.238	3.139	3.071
Infractions aux règlements locaux	<u>5.664</u>	<u>11.168</u>	<u>10.265</u>
	8.507	15.099	14.132

/...



Condamnations

	1947	1954		1957	
		Adultes	Mineurs	Adultes	Mineurs
Peine de mort	55	44	-	36	-
Peines privatives de liberté	2.161	4.082	18	4.159	104
Amendes	4.993	9.512	6	8.151	8
Châtiments corporels	55	116	22	30	43
Mise en liberté et autres décisions	1.243	1.133	166	1.327	274

En 1957, la moyenne journalière du nombre de détenus s'élevait à 5.578, contre 4.071 en 1954 et 2.174 en 1947.

SANTÉ PUBLIQUE

Depuis 1955, les services de la santé publique relèvent du Ministère des services sociaux. En 1956, le gouvernement a assumé la responsabilité de la gestion des services de santé et d'hygiène du Bouganda, et du personnel a été détaché dans ces services par le gouvernement du protectorat.

L'action des services de santé est considérablement renforcée par les sociétés missionnaires, qui disposent d'environ 1.500 lits et assurent également le fonctionnement de cinq léproseries.

Les épidémies ne sont plus des facteurs de mortalité très importants. Les causes de morbidité les plus insidieuses sont actuellement le paludisme, les carences alimentaires - notamment le kwashiorkor des nourrissons - et les infections chroniques telles que le pian, la lèpre et la schistosomiase. La tuberculose est très répandue.

Pendant la période considérée, des enquêtes portant sur l'incidence de l'onchocerciose, de la schistosomiase et autres maladies endémiques ont été effectuées. Des mesures de lutte contre le paludisme ont été prises et ont donné de bons résultats dans les zones urbaines. Un fonctionnaire a été nommé en 1955 pour diriger l'exécution des programmes de lutte contre la tuberculose et cinq hôpitaux de district ont été pourvus de matériel radiographique et de pavillons pour les tuberculeux. Tous les hôpitaux et maternités ont ouvert des centres de consultation pour les femmes enceintes et les nourrissons et un sixième environ des accouchements a lieu dans des maternités. Les centres de consultations pour enfants ont donné de bons résultats dans la région de Kampala et des centres semblables ont été créés

/...

dans tout le territoire. On a intensifié l'application de mesures d'hygiène préventive dans les zones urbaines. L'assainissement du milieu a fait des progrès réguliers dans les régions rurales grâce à l'intensification de l'enseignement de l'hygiène et aux mesures que le Service du développement communautaire a prises pour le favoriser. Les agents sanitaires ruraux formés localement s'occupent tout particulièrement de la protection des approvisionnements en eau, de la construction des latrines et de l'amélioration de la construction des habitations et de leur aération.

En 1954, le Service de la santé a créé une section d'enseignement de l'hygiène pour répandre la connaissance de l'hygiène par des conférences, des causeries radiophoniques et la projection de films. Des brochures portant sur différents aspects de l'hygiène ont été publiées dans les langues vernaculaires.

L'école de formation médicale, qui donnait en 1947 un enseignement portant sur six ans destiné aux assistants médicaux africains, a été transformée en une véritable école de médecine faisant partie du Collège universitaire de l'Afrique orientale à Makerere. Les cours portent maintenant sur sept années et conduisent au diplôme de licencié en médecine et chirurgie (Afrique orientale). Depuis 1953, les titulaires de ce diplôme sont autorisés à exercer en Afrique orientale après avoir fait deux ans d'internat dans un hôpital agréé. En 1954, le Royal College of Surgeons d'Angleterre a agréé l'hôpital Mulago de Kampala comme hôpital où une formation pratique peut être acquise en vue de l'examen pour l'obtention de la qualité de fellow du Royal College. L'Ecole de médecine délivre en moyenne huit diplômes par an (trois à des originaires de l'Ouganda).

Les infirmières, sages-femmes, pharmaciens, assistants radiographes et assistants de laboratoire suivent trois ans de cours à l'hôpital Mulago, où l'on a achevé en 1954 la construction d'un foyer pour 350 infirmières. Des hôpitaux-écoles dépendant du gouvernement et de missions, ainsi qu'une école dépendant du Service de la santé, forment d'autres auxiliaires.

En 1955, un comité a été nommé pour faire une enquête sur l'état des services de santé et d'hygiène. Ses principales recommandations, qui ont été en grande partie acceptées par le gouvernement, concernaient l'organisation du Service de la santé, des services d'hygiène maternelle et infantile, des services d'hygiène industrielle, des statistiques de l'état civil, ainsi que la création d'un comité central consultatif de la santé.

/...

Dépenses  
(milliers de livres)

	1947	1953	1956/57
Dépenses ordinaires			
Service de la santé	424	952	1.489
Municipalité de Kampala	...	123	154
Dépenses d'équipement	20	168	144
Subventions et contributions versées aux établissements médicaux	11	11	48

Personnel médical et sanitaire

	1951		1953		1957	
	De l'Admi- nistration	Privé <sup>a/</sup>	De l'Admi- nistration	Privé <sup>a/</sup>	De l'Admi- nistration	Privé <sup>a/</sup>
Médecins diplômés	50	89	59	73	116	148
Médecins autorisés	58	4	53	25	18	31
Dentistes	3	6	4	8	4	17
Assistants médicaux						
africains	252	-	238	-	280	-
Infirmières diplômées	60	...	62	29	80	44
Infirmières autorisées	86	...	117	56	160	72
Infirmières ayant une formation partielle	367	...	375	59	394	-
Sages-femmes diplômées	55	61	29	35	76	54
Sages-femmes autorisées	130	154	151	252	120	179
Pharmaciens	3	18	4	15	7	34
Techniciens de laboratoire	8	-	9	-	13	-
Assistants de laboratoire	47	-	49	-	57	-
Agents sanitaires	20	-	24	-	24	-
Agents sanitaires adjoints	70	-	94	-	130	-
Surveillants sanitaires	14	-	9	-	...	-
Surveillants sanitaires adjoints	2	-	2	-	238	-
Aides infirmières	...	-	...	-	567	-

<sup>a/</sup> Y compris les missions.

/...

Etablissements hospitaliers

	Nombre d'établissements publics			Nombre de lits		
	1949	1953	1956	1949	1953	1956
Hôpitaux						
Africains, de district	19	19	19	2.492	2.424	2.567
Africains, ruraux	8	3	4	342	138	209
Européens et asiatiques	14	14	12	168	163	50
Interraciaux	-	-	1	-	-	120
Dispensaires						
Avec lits	70	113	162	993	1.628	1.958
Sans lits	72	42	47	-	-	-
Postes sanitaires	96	101	...	-	-	-
Hôpitaux psychiatriques	1	1	2	<u>320</u>	<u>322</u>	<u>426</u>
				4.315	4.675	5.330

Nombre de lits d'hôpitaux des autres établissements

	1953	1956
Hôpitaux de missions	654	1.492
Dispensaires de missions	597	422
Dispensaires d'entreprises	167	350
Cliniques	...	34

En 1956, on comptait 202 maternités (138 maternités publiques et 64 maternités de missions) dans les hôpitaux et dispensaires. Le nombre des lits dans les maternités est passé de 1.360 en 1953 à 1.716 en 1956.

## CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Il y avait environ 1.300.000 enfants d'âge scolaire en 1957, dont environ 18.500 Asiatiques et 1.800 Européens; les autres étaient des Africains. L'enseignement avait été organisé sur des bases presque entièrement raciales, mais la première école ouverte aux enfants de toutes races a été ouverte en 1956 à Entebbe et en 1957 on a annoncé que toutes les nouvelles écoles secondaires seraient interraciales et que les écoles existantes seraient ouvertes aux enfants d'autres races que celles auxquelles elles étaient destinées à l'origine, à condition que leur caractère fondamental soit maintenu.

/...

L'enseignement n'est ni gratuit ni obligatoire pour les enfants d'aucune race. Les droits de scolarité sont perçus et les collectivités européennes et asiatiques versent une taxe d'enseignement. Certaines autorités locales africaines perçoivent également une taxe spéciale dont le produit est affecté à l'enseignement. Dans la plupart des régions, un petit nombre de places dans les écoles primaires sont gratuites; dans les écoles secondaires, un grand nombre de bourses sont accordées, la plupart par les autorités locales.

En 1952, un comité a été créé pour étudier le système d'enseignement africain et pour présenter des recommandations en vue de sa réorganisation et de son développement. Les principales propositions de ce comité ont été les suivantes : placer les écoles primaires sous l'autorité des conseils de district africains; réorganiser et développer la formation pédagogique et améliorer la condition du corps enseignant; développer l'enseignement secondaire et l'enseignement des filles; enfin, donner un enseignement d'une durée minimum de quatre ans dans toutes les écoles primaires subventionnées. A la suite de ces recommandations, on a adopté un plan relatif à l'enseignement africain, portant sur la période 1953-1960 et auquel on a prévu d'affecter 8 millions de livres provenant du Fonds de développement africain. Deux millions de livres ont déjà été affectés en 1952 au développement de l'enseignement technique. Des crédits importants ont été inscrits au budget du protectorat pour le développement de l'enseignement asiatique et européen.

Depuis 1954, les écoles primaires africaines relèvent des autorités locales africaines qui reçoivent pour les gérer une aide du gouvernement du protectorat. Cette aide couvre la presque totalité des traitements des instituteurs des écoles subventionnées. Des subventions sont également accordées pour aider à couvrir les dépenses de construction et d'équipement des nouvelles écoles et les frais d'internat des filles. Les écoles secondaires et les écoles normales, toutes subventionnées, relèvent du Service de l'enseignement, soit directement, soit par l'intermédiaire des conseils d'administration de ces écoles créés par les organisations bénévoles dont elles dépendent.

Sur les 2.387 écoles qui étaient entièrement ou partiellement gérées en 1957 à l'aide de fonds publics, il n'y avait que 34 écoles primaires, 20 écoles secondaires, 3 écoles normales et 9 écoles techniques ou professionnelles relevant directement de l'administration centrale ou des administrations locales. Toutes les

/...

autres écoles étaient gérées par des organisations bénévoles dont la plupart étaient des missions protestantes ou catholiques.

#### Organisation de l'enseignement

Les études primaires durent six ans; les études secondaires sont divisées en deux cycles de trois ans, dont le premier conduit au diplôme d'études secondaires du premier cycle et le second au Cambridge Overseas School Certificate. Le nombre des écoles primaires s'accroît : 475 nouvelles écoles ont été ouvertes depuis 1953. On ajoute des classes plus élevées aux petites écoles qui dispensaient un enseignement portant sur moins de quatre ans. Le nombre des écoles secondaires à deux cycles est passé de 5 en 1947 à 19 en 1957.

L'enseignement technique se donne à l'Institut technique de Kampala, dans 11 écoles techniques préparatoires et dans 46 écoles professionnelles rurales. L'enseignement professionnel dure trois ans et constitue la première partie d'un programme d'apprentissage de cinq ans.

L'enseignement supérieur est donné au Collège de Makerere, qui a été rattaché, en 1949, à l'Université de Londres et en a obtenu le statut de collège universitaire. On y enseigne les lettres, les sciences, la pédagogie, l'agriculture, la médecine et l'art vétérinaire. En 1951, son école de médecine a été dotée de nouveaux bâtiments et le premier pavillon de logement pour les étudiants a été ouvert. Depuis 1956, l'enseignement technique supérieur est dispensé au Collège technique royal de Nairobi, au Kenya.

La formation pédagogique a été réorganisée entre 1952 et 1954 et il existe maintenant 28 écoles qui forment des instituteurs. La formation comprend deux années préliminaires d'enseignement général, suivies de deux années de formation pédagogique. Les professeurs des écoles secondaires sont formés au Collège de Makerere et dans quatre écoles normales. Une école normale pour les instituteurs asiatiques a été ouverte en 1954.

Le Service du développement communautaire, qui travaille en liaison étroite avec l'Uganda Literature Service et l'East African Literature Bureau, encourage l'instruction des adultes. Depuis 1954, le Collège de Makerere organise des cours publics pour adultes sur des sujets économiques, politiques et littéraires.

Dépenses  
(milliers de livres)

	1947	1953	1956/57
Dépenses ordinaires	357	1.376	3.313
Dépenses d'équipement	25	818	874
Subventions et contributions versées aux établissements d'enseignement	96	116	258

Ecoles

	1947		1953		1957	
	Publiques et subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques et subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques et subven- tionnées	Non subven- tionnées
Ecoles primaires	1.284	3.189 <sup>a/</sup>	1.587	1.909	2.123	2.355
Ecoles secondaires	51	-	73	-	151	65
Ecoles profes- sionnelles	12	17	15	33	75	1
Ecoles normales	37	-	44	1	38	1
Etablissements d'enseignement supérieur	1	-	1	-	1	-

<sup>a/</sup> La plupart de ces écoles, qui dispensent seulement un enseignement de deux ans, ne répondent pas aux normes prescrites.

Elèves

	1947		1953		1957	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Africains						
Ecoles primaires	189.094	71.770	210.813	68.327	308.937	109.242
Ecoles secondaires	3.477	452	5.898	1.227	19.178	2.421
Ecoles profes- sionnelles	602	24	2.819	1.047	3.507	300
Ecoles normales	1.130	560	1.903	952	2.713	1.377
Enseignement supé- rieur (Collège de Makerere	197 <sup>a/</sup>		487 <sup>a/</sup>		664 <sup>a/</sup>	

<sup>a/</sup> Ce chiffre comprend des étudiants originaires d'autres territoires de l'Afrique orientale; en 1957, il y avait 215 étudiants et 25 étudiantes originaires de l'Ouganda.

/...

Elèves (suite)

	1947		1953		1957	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Non-Africains						
Ecoles primaires	2.777	2.372	5.065	4.483	8.387	7.577
Ecoles secondaires	598	219	1.674	593	2.506	1.483
Ecoles normales	-	-	-	-	24	49
Enseignement supérieur (Collège de Makerere)	-	-	-	-	23	9

Personnel enseignant

	1949		1953		1957	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ecoles primaires	5.807	1.332	8.201	1.655	11.183	2.950
Ecoles secondaires, professionnelles et normales	<u>409</u>	<u>175</u>	<u>727</u>	<u>265</u>	<u>1.401</u>	<u>298</u>
	6.216	1.507	8.928	1.920	12.584	3.248

La répartition du personnel enseignant selon les titres était la suivante :

	1943	1953	1956
Ayant fait des études universitaires	129	228	407
Ayant achevé leurs études secondaires	448	650	880
N'ayant pas terminé leurs études secondaires	5.315	6.633	8.895
Sans formation	<u>1.831</u>	<u>3.337</u>	<u>3.144</u>
	7.723	10.848	13.326

Sur les 15.832 membres du personnel enseignant qui exerçaient en 1957, on comptait 14.793 Africains et 1.039 non-Africains.

Etudiants de l'Ouganda faisant des études à l'étranger

Le nombre des étudiants de l'Ouganda inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger est passé d'environ 330 en 1954 à environ 800 en 1957. Sur ce nombre, 230 étudiants africains titulaires de bourses d'Etat, 104 fonctionnaires et environ 300 étudiants africains subvenant à leurs propres besoins faisaient des études au Royaume-Uni. Vingt étudiants africains faisaient des études aux Etats-Unis. Quarante et un boursiers asiatiques et 31 boursiers

/...



européens fréquentaient des établissements du Royaume-Uni et 12 boursiers asiatiques se trouvaient en Inde et au Pakistan. En 1957, 72 étudiants de l'Ouganda suivaient les cours du Royal Technical College de Nairobi, au Kenya.

#### INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Une bibliothèque publique a été créée à Kampala en 1953. On a commencé en 1957 la construction d'un nouveau bâtiment pour la bibliothèque du Collège de Makerere, la plus importante de toute l'Afrique orientale. L'East African Literature Bureau, créé en 1948, publie des livres dans les langues vernaculaires et en anglais à l'intention des Africains et a un service de prêts de livres par la poste de même que d'envoi de boîtes de livres.

Les associations culturelles comprennent l'Uganda Society, qui est une association interracial, l'Uganda Educational Association, la Music Society et l'Arts Club. En 1957, un crédit de 60.000 livres a été ouvert pour la création d'un Centre culturel national. Le Musée de l'Ouganda a été installé dans un nouveau bâtiment en 1954.

Vingt-quatre journaux étaient publiés en 1957, contre 13 en 1947; à l'exception d'un quotidien publié en anglais, tous les journaux sont des publications hebdomadaires et mensuelles dans les langues vernaculaires; 11 sont publiés par des services de l'administration et les autorités locales africaines, 10 appartiennent à des Africains et 2 à des missions catholiques.

En 1957, il y avait 13 salles de cinéma, contre 11 en 1952, 6 cinémas itinérants appartenant à l'Administration et 12 projecteurs de cinéma utilisés par les écoles, les équipes de développement communautaire et le Service de l'information.

Le Service de radiodiffusion de l'Ouganda, créé en 1954, transmet des programmes en anglais et dans les quatre langues vernaculaires. Les émissions de l'émetteur à ondes courtes de Kampala, d'une puissance de 7,5 kW, peuvent être entendues clairement dans tout le territoire, même avec des postes récepteurs à très bon marché. L'augmentation des programmes en langues vernaculaires a provoqué un accroissement de la demande de postes récepteurs; on estime qu'environ 60.000 postes ont été achetés depuis 1954.